

JOURNAL DE LYON

Bureaux de VENTE : rue Centrale, 34

ÉDITION DU SOIR

Bureaux de VENTE : rue Centrale, 34

ANNONCES ANGLAISES

30 c. la ligne.

ADMINISTRATION ET BUREAUX

A LYON

41, Rue de l'Hôtel-de-Ville, 41

Rédacteur en chef :

A. SCHNEEGANS

Ancien député du Bas-Rhin.

PRIX DE L'ABONNEMENT :

Ville de Lyon.....	Trois mois : 9 fr.	Six mois : 18 fr.	Un an : 36 fr.
Département du Rhône ..	10 fr.	20 fr.	40 fr.
Autres départements ..	12 fr.	24 fr.	48 fr.

Pour l'étranger, le port en sus.

Les Abonnements partent du 1er et du 16 de chaque mois.

Gérant :

C. THÉNÉSY

Imprimerie de H. Stœck, Lyon.

Le prix de l'abonnement est pay-able d'avance; on ne servira pas les mandats non accompagnés d'un mandat sur la poste à l'ordre du Gérant. — Toute lettre non affran-chie ou insuffisamment affran-chie sera rigoureusement refusée.

RECLAMES ET FAITS DIVERS

1 fr. la ligne.

NOUVELLES DU JOUR

8 février.

Les modifications dans la composition du cabinet, annoncées depuis plusieurs jours, sont confirmées aujourd'hui par le décret qui fait passer M. Victor Le-franc au ministère de l'intérieur, et nomme au ministère du commerce M. de Gaulard.

On a longuement discuté hier, à l'Assemblée nationale, sur la question des poursuites à exercer contre divers jour-naux, incriminés d'outrages envers la commission des grâces. M. Dufaure, garde des sceaux, a énergiquement sou-tenu la demande en autorisation de poursuites, que combattait M. Edouard Millard. De son côté, M. Raoul Duval posait l'ordre du jour, aux termes duquel l'Assemblée se contenterait de flé-trir le langage des journaux, et d'affir-mer sa solidarité dans les résolutions prises par la commission.

La majorité voulait quelque chose de plus positif et, à la suite d'une nouvelle intervention de M. Dufaure, elle a auto-risé des poursuites par 445 voix contre 143.

Au cours du débat, le général Ducrot, voulant, comme on dit, faire d'une pierre deux coups, a proposé de com-prendre dans la même mesure les sim-ples journalistes et les journalistes fai-sant partie de l'Assemblée. La Chambre a maintenu la distinction, et, remis à une commission spéciale le soin de sta-tuer sur le cas de MM. Rouvier et Le-franc.

La question de savoir s'il se trouvera, dans les deux centres et dans la gau-che de l'Assemblée, les éléments d'une majorité décidée à rompre avec toutes les intrigues monarchiques, inspire à l'Opinion nationale quelques réflexions d'une précision remarquable et d'une incontestable justesse. Nous les reproduisons plus loin en les recom-mandant à l'attention de nos lecteurs.

La discussion, dans les deux cham-bres du parlement anglais, du projet d'adresse en réponse au discours du trône, a fourni aux ministres l'oc-casion de présenter quelques explica-tions intéressantes, dont on aura lu déjà le résumé à notre bulletin télégra-phique.

En ce qui concerne le traité de com-merce, le langage de lord Granville à la chambre des lords et celui de M. Glad-stone à la chambre des communes, ne font que confirmer les assurances d'un tel vouloir, dont le message royal contenait l'expression très-accrue; mais, en même temps, il reste acquis que l'on n'a pu s'entendre encore sur les points où se sont manifestées des divergences de vues entre les deux gou-vernements.

Le passage du discours de la reine relatif à la question de l'Alabama a soulevé, comme on pouvait s'y attendre, vives contradictions. M. Disraeli a attaqué la rédaction définitive, sui-vant lui, du traité de Washington, qui permet aux Etats-Unis d'élever aujour-d'hui des prétentions « outrées et insen-sées ».

M. Gladstone a répondu que le mi-nistère acceptait toute la responsabilité du traité, mais qu'il repoussait les « de-mandes absurdes » du gouvernement des Etats-Unis.

On connaît déjà par une dépêche de New-York l'impression produite, de l'autre côté de l'Atlantique, par le dis-

cours de la reine.

« Si la réclamation pour les domma-ges indirects s'est produite après avoir laissé croire aux commissaires anglais qu'elle ne serait pas faite, on doit avoir le courage, dit le *World*, de la retirer. Dans le cas contraire, le gouvernement de Washington ne doit pas céder en quoi que ce soit. »

Or, dans le protocole du traité, les par-ties contractantes, suivant la remarque même du *Morning-Post* et de la *Pall-Mall Gazette*, semblent avoir soigneu-sément évité de mentionner un chiffre — au moins en ce qui touche les griefs qui constituent en ce moment le fond du débat.

C'est à la commission arbitrale, dont les Etats-Unis ont accepté à l'avance la décision, qui est devot exclusivement le soin de fixer la somme que l'Angle-terre devra payer à son adversaire.

D'un autre côté, l'article 1er du traité stipule que « pour mettre fin à toutes les plaintes et réclamations présentées par les Etats-Unis », il a été convenu que toutes les réclamations qui proviennent des actes commis par les croiseurs armés en Angleterre, seront référés à un tri-bunal d'arbitrage.

Aujourd'hui l'Angleterre conteste la compétence de ce tribunal — en ce qui concerne les dommages indirects. — L'affaire en est là.

BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE

Italie.

Rome, 6 février.

Le roi est parti pour Naples; Sa Majesté a reçu dans la matinée M. Montebello, chargé d'affaires de la République de San Salvador, qui lui a pré-senté ses lettres de créance.

Luxembourg.

Luxembourg, 6 février.

Le train de voyageurs parti à 2 heures, allant à Trèves, a heurté ce train de marchandises en avant de la station d'Orsange.

Le chef de train a été tué; quatre voyageurs ont été blessés.

Espagne.

Madrid, 6 février, soir.

L'impairé, comme on le sait, a été victime d'une rupture entre les ministres et le maréchal Serrano a envoyé à M. Sagasta un ultimatum, lui donnant un délai de six jours pour accepter ses demandes.

La *Berlin* croit que beaucoup de démocrates ont abandonné le parti radical.

L'impairé, parlant du manifeste du conseil fédé-ral de la section espagnole de l'Internationale, fait ressortir diverses dissidences avec le Conseil général, comme, par exemple, l'admission de la propriété individuelle, l'admission de l'existence de Dieu, la constitution actuelle de la famille.

L'impairé se réjouit de ces divergences.

La *época* dit que, malgré les bonnes nouvelles communiquées par le capitaine général de Cuba, le gouvernement a ordonné l'envoi de deux mille hommes de renfort qui partiront par les vapeurs *Cuba* et *Porto-Rico*.

Le même journal ajoute qu'on parle du duc de Tetuan ou de M. de Peralas pour le poste de premier majordome du palais.

Allemagne.

Berlin, 6 février.

On mande de Vienne que les négociations relatives au compromis galicien suivent une marche favorable.

Berlin, 7 février.

La *Gazette de Spener* publie le communiqué sui-vant :

« L'évêque de Strasbourg annonce que le car-dinal Antonelli a déclaré que la curie romaine considère le concordat de 1811 comme ne subsis-tant plus en droit. Le gouvernement impérial, ne partageant pas cette interprétation de droit, pré-voit en conséquence des négociations prochaines en vue d'un nouvel ordre de rapports de l'Eglise avec l'Etat dans l'Alsace-Lorraine. »

(Voir la suite des dépêches à la troisième page.)

ÉQUIVOQUE ET CONTRADICTION

Le compte de Chambord, dans tous ses manifestes, s'explique sans amba-ges. On sait ce qu'il est et ce qu'il veut. Pas d'équivoque possible. Il n'en est pas de même des principes d'Orléans. Ils ne disent rien, mais un journal a parlé pour eux.

Le *Journal de Paris* ayant déclaré qu'il était le seul journal orléaniste, la *Gazette de France* lui a posé cette question : Qu'est-ce qu'un orléaniste ?

La réponse du *Journal de Paris* peut se résumer ainsi : Il existe en France un parti qui ne veut ni révo-lution nouvelle ni contre-révolution. Ce parti répudie les violences et les excès de la révolution, mais il en accepte et veut en conserver les résultats légitimes. C'est ce parti qui a trouvé ses chefs dans les princes d'Orléans. Nous ne représentons pas des prétentions dynastiques, ajoute le *Journal de Pa-ri*s, nous représentons des principes, un système. Le jour où d'autres adop-teront ce système, le jour où ils le repré-senteront aussi bien qu'il nous, nous, nous n'attendrions pas qu'ils vien-nent à nous, nous irons à eux.

La réponse du *Journal de Paris* nous paraît reposer sur une équivoque. C'est qu'en effet le mot d'Orléaniste a deux sens dans la polémique des partis. Les radicaux, les socialistes, les révo-lutionnaires, appellent volontiers de ce nom quiconque est modéré et n'accepte pas leurs idées. Sous l'empire, M. Ras-pail désignait publiquement M. Garnier-Pagès comme un orléaniste. Tout récem-ment, la *Republique française* a traité d'Orléanistes des journaux républicains, tels que le *Temps* et le *Journal de Lyon*. A ce compte, le centre gauche et la gauche républicaine pourraient être, avec autant de raison, qualifiés de cette épithète.

Dans cette acception, qui dénature le vrai sens du mot au gré de la passion des partis, le terme d'Orléaniste est une injure, ou tout au plus une protestation gratuite contre une arrière-pensée monarchique à des hommes qui se disent républicains et qui ne le sont pas.

Si le *Journal de Paris* était orléa-niste dans ce sens, il laisserait à ses adversaires le soin de l'affubler de ce titre, il n'aurait garde de s'en parer comme d'un honneur. En outre, il ne pourrait pas dire qu'il est le seul jour-nal orléaniste.

En effet, sans parler du *Journal des Débats*, qui tient une place à part et dont les visées varient suivant ses rédac-teurs, on peut dire que le *Temps*, le *Soir*, le *XIXe Siècle*, la *Cloche*, l'*Opinion nationale*, tous les journaux en un mot qui se sont prononcés pour M. Vaintrain contre M. Hugo, appartiennent, avec des nuances diverses, à ce grand parti qui ne veut ni révolution nouvelle, ni contre-révolution. C'est précisément pour ce motif qu'ils sont hostiles à toute restauration monar-chique, et qu'ils croient le repos et le salut de la France intimement liés à l'établissement définitif de la Républi-que. Ce n'est donc que par un étrange abus de mots qu'on peut appliquer à ce parti la qualification d'Orléaniste.

Il y a une autre manière d'être orléa-niste, et c'est à nos yeux la seule qu'im-rite ce nom : elle consiste à désirer l'a-venement de la maison d'Orléans. Quand on se dit Orléaniste, il n'est pas possi-ble d'entendre la chose dans un autre sens. Les attaques que le *Journal de Paris* ne ménage pas, nous ne disons

pas au gouvernement de M. Thiers, mais à la République, ont d'ailleurs de-puis longtemps édifié le public à cet égard. Ce journal a beau nous dire qu'il ne représente pas des prétentions dy-nastiques; il a beau se retrancher der-rière les mots de principes et de sys-tème; on sait ce qu'il veut dire; il ne donnera le change à personne.

Nous ne nous chargeons pas d'ail-lours d'expliquer comment on peut, sans inconséquence, déclarer qu'on ne veut pas de révolution nouvelle et en même temps travailler à la remplacer ce qui existe. De quelle façon remplacerez-vous ce qui existe sans le détruire? Et comment détruirez-vous la République, même provisoire, sans une révolution ?

— Équivoque et contradiction, cela va fort souvent ensemble. P. P.

UNE ALTERNATIVE

Il n'est pas de plus légitime que ni le président de la République, ni l'Assemblée, ne se assent illusion. Les choses ne peuvent pas longtemps aller comme elles vont, si tant est qu'elles aillent. On ne gouverne pas longtemps un pays comme la France; la République est un des traits du génie national, sans savoir ce que l'on veut, ce que l'on fait, et ce l'on va.

Voud-on fonder la République? Voud-on re-staurer une monarchie? Tant qu'une majorité ne se sera pas formée dans l'Assemblée sur cette question, tout dans ses actes sera confus, décon-sol, contradictoire.

On avait cru à Bordeaux, il y a un an, qu'on pouvait ajourner la question politique, et s'occu-per seulement de solder les Prussiens, et de réor-ganiser le pays. Solder les Prussiens, c'est une œuvre commencée, menée aux deux cinquièmes, qui va moins vite que le pays ne voudrait, et qui n'inspire à nos gouvernants aucune idée de quel-que hardiesse et de quelque portée.

Réorganiser le pays, il semblait que la question fût plus simple, qu'il y eût là des points acquis, comme par exemple, la nécessité de réparer et de fortifier l'Instruction publique; d'appeler tous les citoyens au service militaire, comme en Prusse; de remanier le budget en vue des intérêts de l'em-prunt, et de faire porter les charges, autant que possible, non sur le travail, notre poule aux œufs d'or, mais sur le capital réalisé, — par exemple sur les successions collatérales et, à un moindre degré, sur les successions directes.

Malheureusement, qu'on le veuille ou non, l'indépen-dance des questions n'est qu'un vain mot, et quand on se propose qu'en vue de l'avenir, et quand on se propose qu'en vue du présent, on ne tient pas la même mesure. Au fond, depuis un an, rien ne s'est fait, parce que l'Assemblée ne semble gouverner l'Assemblée; on travaille beaucoup, mais au ha-sard, sous la dictée des habitudes et des routines, sans aucune conscience, au moins apparente, des effroyables nécessités du moment.

Le gouvernement, de son côté, ne paraît guère plus éclairé. Il exhumé de vieilles théories écono-miques surannées, dont personne ne veut plus en Europe, et semble mettre, à les faire triompher, tout ce qu'il a d'énergie et d'amour-propre. Les représentations des hommes sages, les cri des intérêts, rien ne l'arrête, et nous avons vu le moment où le gouvernement allait mettre la clef sous la porte, parce que l'Assemblée, avec grande rai-son, se refusait à admettre ce détestable impôt sur les matières premières auquel on semble disposé à tout sacrifier.

Aussi rien ne se fait. La loi sur l'armée n'est pas encore présentée, celle sur l'Instruction lan-guée dans les cartons, sous le poids des anathèmes épiques; la question du retour à Paris est ajou-rnée à trois mois, le budget lui-même ne s'achève pas; l'Assemblée ne s'achève pas.

Cette situation grave ne saurait indéfini-mment se prolonger. L'Assemblée ne reste à Ver-sailles que par crainte des insurrections parisien-nes. Elle cherche, par la proposition Tréveneux, à se garder contre les conséquences des coups d'Etat. Qu'elle nous permette de lui signaler un danger bien plus grand, auquel elle ne paraît pas songer.

Les violences matérielles, qu'elles viennent du tout-sacrilège ou de la violence des passions, ont perdu leur prestige et leur prestige.

Au 18 brumaire, le Directoire et les conseils étaient parfaitement discrédités, l'Opinion ne les soutenait plus; sans quoi, il aurait suffi de quel-ques gardes fidèles pour avoir raison du héros d'Arcole et de Rivoli.

Au 2 décembre, la Législative, impuissante à prendre le pouvoir, instrument usé de réaction, ne trouva que de rares défenseurs, même parmi ceux qui détestaient la violence soldatesque déployée contre elle.

Après l'Assemblée, le Directoire et les conseils étaient parfaitement discrédités, l'Opinion ne les soutenait plus; sans quoi, il aurait suffi de quel-ques gardes fidèles pour avoir raison du héros d'Arcole et de Rivoli.

Au 2 décembre, la Législative, impuissante à prendre le pouvoir, instrument usé de réaction, ne trouva que de rares défenseurs, même parmi ceux qui détestaient la violence soldatesque déployée contre elle.

La force des Assemblées, c'est leur bon re-nommée, c'est la confiance qu'elles inspirent, la netteté de leurs principes et la résolution qui ins-pire leurs actes. Les intrigues, aujourd'hui, sont plus qu'opportunes; elles sont odieuses et im-pies.

Toute la question, pour nous, est donc de sa-voir si se trouvera, dans les deux centres et dans la gauche de l'Assemblée nationale, les éléments d'une majorité décidée à rompre avec toutes les intrigues monarchiques, et à inaugurer une répu-blique légale, progressive, rénovatrice, pro-critique de tous les droits, résolue à prendre en main les intérêts moraux, intellectuels et matériels du grand nombre, et à porter au pouvoir, non les avocats usés de toutes les causes, mais les hommes vrai-ment capables de servir cette politique et de la faire triompher.

Si notre vœu se réalise, si une inspiration su-périeure, si la gravité des circonstances enfante cette majorité, la France est sauvée; elle aura un gouvernement capable de durer, ou de se renou-veler sans que la paix publique soit mise en péril.

Si l'esprit d'intrigue et l'esprit de parti conti-nuent à diviser et à paralyser l'Assemblée, si elle se montre impuissante à se résumer, à écarter les considérations secondaires, et à s'élever au niveau du rôle que les circonstances lui imposent, il faut déchirer rapidement dans l'opinion le pays. Quelle espère à Paris qu'à Versailles, qu'elle adopte qu'elle rejette la proposition Tréveneux, rien n'y fera. Le jour où il serait démontré que l'Assem-blée est impuissante à s'acquiescer de la mission que le pays lui a confiée, elle serait virtuellement morte; le moindre accident l'achèverait.

Dans ce cas, malheureusement, nous reverrions le vandisme commandant, le bouapisme, l'un portant et attirant l'autre, agiter les torches de la guerre civile, et, pour nous achever, le Prussien gorgé, mais non assouvi, revenir à la charge, nous tondre, nous démembrer, nous dépouiller jusqu'à ce que la mort s'ensuive, et que la France, subissant le sort fatallement réservé aux nations qui ne savent plus se gouverner elles-mêmes, passe sous le joug d'une autre race et devienne une province allemande.

Telle est l'alternative fatale qui s'offre à nous et sur laquelle nous appelons, avec une respectueuse fermeté, les plus sérieuses méditations du pré-sident de la République et de l'Assemblée na-tionale. Il faut choisir à bref délai; sinon notre des-tinée se fera toute seule et contre nous. Nous ne savons pas si l'on voit les choses sous cet aspect à Versailles; mais c'est ainsi, du moins, qu'elles nous apparaissent à Paris.

(Opinion nationale.)

RACHAT DE LA FRANCE

Le Comité de Nancy communiqué aux jour-naux une note expliquant le fonctionnement et les avantages du système qu'il a proposé.

On sait que ce système a paru à la réunion des députés de l'Est le meilleur, et à plusieurs organes de la presse parisienne le plus pra-tique, celui dont on peut attendre les plus grands effets.

Nous extrayons de cette note ce qui suit :

I. De la condition.

On est parti de ce principe que si la somme de 500 millions n'est pas atteinte, les souscriptions de la Neutrerie seront annulées.

Cette condition décuple les forces de la sous-critption. On veut bien faire un sacrifice, mais on ne s'y soumet volontiers que si l'on peut en attendre un résultat général et sérieux.

Fixée à 500 millions, la condition est sérieuse; elle doit produire son effet. Tant mieux si elle pro-duit plus. Mais doit-elle s'arrêter à ce chiffre, un grand effort moral et matériel serait produit. L'au-torité du service militaire, comme en Prusse, de volontaires aux besoins de la France est assurément généreuse, est-elle réalisable?

La combinaison de Nancy laisse la porte ou-verte à tous les systèmes financiers qui pourraient être proposés. Elle ne retarde l'application d'au-cun, pas plus de l'emprunt que de l'impôt.

Pas de capitaux immobilisés. Même en cas de souscriptions formes et de versements immédiats, on peut acheter des bons du Trésor portant inté-rêt et laissant en circulation les fonds réalisés.

II. Comité central. — Unité d'efforts.

Il est nécessaire qu'à Paris un comité central s'organise qui rayonne sur toute la France, qui ait ses ramifications dans chaque chef-lieu de dé-par-tement, d'arrondissement, de canton, dans chaque commune.

De la discipline, c'est malheureusement ce qui nous a manqué trop souvent; l'expérience a dû nous corriger.

Paris saura nous dire quelle sera l'organisation du comité central, dont fera naturellement partie la délégation de la presse, sans laquelle rien n'est possible.

Maurice, me disait-on, c'est par délicatesse. Je n'ai plus le droit de les accepter. A partir d'aujourd'hui, il n'y a plus rien de possible entre nous. J'ai fait, chez Léopoldine, la connais-sance d'un propriétaire qui me veut du bien, et qui promet de m'en donner. Tu l'attendras pour moi et je m'agripperais; c'est donc pour notre projet commun que je t'écris : — « Sépa-rons-nous. »

« Tu n'en voudras pas pour cela à celle qui fut jusqu'au dernier moment la fidèle Jean-nette. Elle t'a donné le plus beau mois de cette saison, quatre semaines auxquelles il n'a rien manqué. Plus d'un n'en pourrait dire autant, qui me garde un bon souvenir. Pardonne-moi donc, Maurice, et pour ce que j'ai raison-né. Nous sommes au 7 depuis ce matin, et de la petite pension que le fait ton grand-père tu n'as plus hier que deux pièces de cinq francs. Sérieusement y avait-il là de quoi donner à manger à toutes nos dents pendant vingt-trois jours encore? Non, n'est-ce pas? Tu vois donc bien que je n'ai pas si grand tort de le dire : Adieu et bon courage!

« Ne me réponds pas que cette séparation est trop brusque. Crois-en une femme qui est obli-gée de s'y connaître : les plus brusques sont encore les meilleures.

« J'ai en envie de pleurer quand j'ai vu ton bouquet : il tombait si mal! Mais je me suis retenu quand nous nous sommes séparés, pen-dant quinze jours, ne faudrait-il pas tou-jours se dire adieu?

« Cette qui fut la JEANNETTE. »

(A suivre.)

J'en ai retenu les termes, mais non l'ortho-graphie : Mlle Jeannette n'avait pas été élevée au Sacré-Cœur.

« Si j'ai renoncé à tes roses, mon grand

BULLETIN DU JOURNAL DE LYON

Du 9 Février 1872.

LES

AMOURS D'UN PIERROT

Par P. J. Stahl.

Nous étions au 7 d'un assez vilain mois d'hiver. Il allait être minuit. Ma petite lampe fumait, j'étais sans feu et j'avais du chagrin.

J'étais alors étudiant en droit (comme tant d'autres, j'ai failli être avocat), je crois me rappeler que je faisais mon métier en con-science. J'allais à mes cours quelquefois, au-est souvent, et me montrais de loin en loin dans ces bals publics où il est d'usage que la jeunesse française complète ses études et trouve le placement de son cœur. Je n'avais pas d'enthousiasme pour cette vie; mais à l'aide de points d'interrogation autour de la tête d'un jeune homme, on sait si peu, à cet âge solennel où il s'agit de choisir une direc-tion, la route qu'il serait bon de prendre, qu'il ne faut pas trop en vouloir à ceux qui, faute d'une raison déterminée, se décident pour

les sentiers battus et se contentent de faire tout d'abord comme tout le monde.

Je vivais d'une très-petite pension que me faisait mon grand-père et demeurais rue de l'Antienne-Comédie, au sixième étage. Dans le jour, ma mansarde d'étudiant était supportable; j'osais même dire que, la fenêtre ouverte, quand, le dos tourné à tout ce qu'elle contenait, on regardait ce qui se passait dans la rue, elle ne manquait pas d'une certaine gaieté; mais le soir, c'était un sépulcre. Un lit de fer, une table de bois point, un vieux secré-taire en noyer dont le tablier ne s'était jamais fermé, deux chaises de paille et un lavabo, tel était mon mobilier.

Mes yeux s'élevaient en vain promenant de ma table, où s'élevaient quelques papiers, à mon secrétaire, dans lequel s'entassaient mes li-vres, avec l'espoir de trouver dans ce voyage un sujet de distraction aux noirs soucis qui m'agitaient; ils s'en revenaient toujours, en dépit de ma résolution, à la douloureuse con-templation de mon lavabo.

Ce lavabo n'avait en lui-même rien de re-marquable; c'était un de ces insupportables meubles hauts et étranges, en forme de sa-blier, qui semblent toujours demander un im-possible équilibre à leurs trois pieds insuffi-sants. Ce qui attirait sur lui mes regards, ce n'était donc pas ses agréments personnels, c'était sa position.

Au lieu de se tenir dans son coin accoutumé, en lavabo modeste qu'il eût dû être, il s'élevait prétentieusement comme un monument public au milieu même de ma chambre.

Il est bon de dire qu'une énorme boîte de gros boutons de roses rouges couronnait pour le moment le pot à l'eau ébréché qui d'ordi-naire en faisait tout l'ornement.

Ainsi placé comme sur une colonne, ce gros bouquet paraissait, aussi bien que mon lavabo

lui-même, tout déconcerté. — Pourquoi suis-je là? semblait-il se dire, et qu'est-ce que je fais au haut de ce vilain meuble, dans ces vases écorchés? Oh! mon soleil, oh! mes étoiles, quelle idée a-t-on eu de me t'installer au centre de cette chambre froide où le spleen me ga-gne! Quand j'ai quitté mon jardin et mes ro-siers pour venir à Paris, « va, beau bouquet, n'avait-on dit, va dans la ville brillante; toute fleur est une fête à Paris. » Je suis à Paris; où est la fête?

Ces reproches muets, je les entendais, je les comprenais; ils me navraient.

Elle m'avait souri si gaie-ment le matin même, ma boîte de roses, quand je l'avais échangée contre mes deux dernières pièces de cinq francs. Je m'étais si fort applaudi, en l'achetant, du bel air, de la bonne odeur et de l'incontestable utilité de mon emplette! Pour-quoi nos cœurs se seraient-ils après une journée à peine de possession mutuelle? C'est ce qu'il faut que je me décide à vous dire.

Comme bien vous le pensez, ce n'était pas dans le seul but d'offrir une corbeille de fleurs à un vase endommagé que j'avais vidé mes poches dans la main de Mme Prevost. Des-tinées à la plus pimpante étoile du quartier La-tin, à une fleuriste en chambre qui m'honorait depuis tantôt un mois d'une assez vive amitié, mes roses à peine achetées avaient été portées, sur mon ordre, à cette aimable artiste par le garçon de mon hôtel. Un billet bien tourné, où je faisais un rapprochement ingénieux entre les fleurs du bon Dieu et celles qui éclo-saient en toute saison sous les doigts de Mlle Jeannette, accompagnait ce magnifique envoi; et enfin, dans un post-scriptum délicat échappé à l'entraînement de l'improvisation, j'avais proposé à l'objet de mon culte de le conduire le soir même, lui et son bouquet, au Funambule pour admirer Deburau, que

Jules Janin venait de mettre en faveur.

Mais ce n'était pas le tout que de proposer. Il fallait, au préalable, réaliser les capitaux con-sidérables que pouvait nécessiter l'exécution de cette difficile entreprise. La voiture, le di-ner, des gants, et peut-être des oranges, et peut-être des glaces, rien de tout cela n'était encore ni en monnaie ni en grosse pièce dans les tiroirs vides de mon vilain secrétaire.

Après m'être frotté cinq ou six fois le front, il m'est sorti une idée! Ma montre, une vieille montre en or, une montre détestable qui re-tardait de six mois tous les ans, à quoi me ser-vait-elle? A rien évidemment. Le moment n'é-tait-il pas venu de faire fructifier cette valeur morte?

Dérocher de son clou cet objet précieux fut l'affaire d'un instant, et descendant quatre à quatre mes cinq étages, je la portai à arran-ger à un horloger en vieux de la rue des Grès, en le prévenant que le grand ressort était cassé. Ce brave homme me comprit aussitôt. Emu de ma confiance, il me remit, sans se faire tri-ter l'oreille, quarante francs en échange de mon bijou. Quarante francs! C'était de quoi avoir quarante places aux Funambules.

— Il ne m'en fallait que deux! j'étais trop riche.

Cette joyeuse opération financière termi-née, le roi, comme on dit, n'était pas mon cousin. Je ne fis qu'un saut de la boutique de l'horloger à ma mansarde. J'avais hâte d'y trouver la réponse que mon mes-sager n'avait pu manquer d'y apporter.

« Vanité des choses d'ici-bas! Le premier objet qui frappa ma vue en ouvrant ma porte, ce fut mon malheureux bouquet. Au lieu de rester où j'avais envoyé, il était revenu sou-vement se jucher sur mon lavabo, à la place que je viens de décrire.

— Que faites-vous là? fus-je sur le point de

de notre pays, j'ai eu le bonheur de fonder à Londres une société composée des hommes les plus éminents de l'art et de la science, pour venir en aide aux victimes de la guerre.

Les plus grands artistes d'Angleterre, de France, de Belgique, de Hollande, d'Amérique, ont contribué par le don de leurs œuvres au succès de cette société, et les plus grands écrivains, dont les noms sont si glorieux, tels que le duc de Wellington, le duc de Devonshire, ainsi que lady Burdett-Gust, se sont empressés de prêter leurs galeries; toute rivalité a disparu pour faire place à la plus grande sympathie et au concours le plus généreux.

Aujourd'hui je viens faire le même appel en France pour la libération des artistes de tous les pays y répondront si vous voulez bien m'appuyer.

Recevez, monsieur le directeur, l'assurance de ma haute considération.

Théodore Gudin.

Paris, 4 février 1872.

COURRIER DE PARIS

7 février 1872.

Que vous disais-je donc, que la vente au bénéfice du peintre Anastasi montrait à 30,000 francs? C'est à 137 mille et quelques francs qu'elle est allée au total, et les tableaux n'étaient pas tous de premier choix. Le chiffre le plus étonnant est celui de 5,100 francs, atteint par un simple aquarelle de Meissonnier, grande comme la main et représentant seulement un grenadier en faction. Mais, vous le savez, le Meissonnier n'est plus de prix. L'aquarelle revendrait peut-être un jour 10,000 francs, cette petite aquarelle. Voilà une jolie somme tombée dans la main du pauvre artiste aveugle.

Ces miracles de charité fraternelle et opulente ne sont possibles qu'à Paris.

On a dit se tromper également en me disant que M. Etienne Arago évaluait à une trentaine de mille francs la galerie qu'il va vendre. J'en sors, et à proportion de la vente Anastasi, j'estime que celle-ci rapportera 200,000 francs. Point de très-grandes œuvres, mais rien que des bijoux : sept ou huit Fragonard, deux magnifiques portraits de Targuillien, un paysage ravissant de Van Cuyck, deux tableaux de Bouffington, ce maître mort à 27 ans (le prince Demidoff n'en avait qu'un), des Boucher, des Watteau, des Laocœ, quelques vases flamands de Rubens, des David Téniers, et enfin beaucoup de toiles modernes signées des meilleurs noms.

Il doit en coûter beaucoup de se séparer de pareilles richesses, qui sont aussi des souvenirs. M. Arago a collectionné cela patiemment, et ne l'a évidemment pas payé le prix qu'il en retirera. Les véritables amateurs, tels que les a les décrits Balzac dans le *Cousin Pons*, mettent leur gloire à profiter des occasions et à ne payer les chefs-d'œuvre que bien au-dessous des prix de convention qu'il atteignent plus tard. En fait de peinture d'abord, il faut posséder pour jouir. Si vous avez vu jouer *Christiane*, vous vous rappelez ce joli mot qu'on a fort applaudi : « Les tableaux sont comme les livres; ce sont des amis qu'il faut choisir et conserver avec soi. »

Vous devez avoir appris de Genève que le père Grady vient d'y mourir. Voilà l'Académie sans représentant du clergé. L'affaire de l'abbé Michoud est à peu près jugée, comme je vous l'ai dit. L'Université prétend avoir été prévenue depuis plusieurs jours. Quant aux commentateurs des catholiques purs, vous les devinez sans peine. L'un d'eux, auquel je disais un jour : « Et toi, se croit-il donc infail- lible? » Il n'y a rien à répliquer à ces raisonnements. De ce que je refuse de vous croire si vous prétendez annoncer ce qui se passera la semaine prochaine, s'ensuit-il que je prétende vous le prédire davantage? Dites que la foi du charbonnier vous suffit, c'est un sentiment, je le respecte, et n'en parlons plus.

Grande iniquité toujours à propos de l'élection de la Corse. Le triomphe de M. Rouher est sûr si ses deux adversaires s'obstinent à se présenter tous les deux. Aussi ne serais-je pas étonné que M. Savelli se retirât au dernier moment. Il paraît déjà que M. Licupérani, député républicain, se rallie à la candidature de M. Pozzo di Borgo, légitimiste.

Dans l'Eure, même compétition. MM. de Blotville et Lepouge sont sur les rangs; mais, à la surprise générale, M. Suchet d'Alberville se tient à l'écart. Il est remplacé par M. Fouquet, ancien membre du Corps législatif et revendiqué par toute la bonaparterie.

M. de Goulard est au ministère, ainsi que je vous l'ai écrit. On assure avec assez de persistance que M. Thiers, en nommant notre ambassadeur à Rome, a voulu gagner du temps avant de savoir s'il doit envoyer la représentation française dans la Ville éternelle. Quels petits moyens, quand on songe que nous sommes la seule puissance qui fasse exception en cette affaire! Et quelle drôle de politique, en présence de tous les chefs que nous avons à fouetter sans celui-là! Mais M. Thiers fut de tout temps un homme à expédients autant qu'à systèmes. Je voudrais vous conter...; mais non, il vaut mieux se taire, et ne pas démontrer ce qu'on a, quand on ignore ce qu'on pourrait avoir.

Le rapport de M. Dupuy de Lôme sur son ascension, du moins le compte-rendu de ce rapport dans le *Gauleis* est des plus inexactes, je le sais d'une façon certaine.

Le journal l'Est républicain tant bien que mal, et la moitié des chiffres sont faux. On aura bientôt le document dans son intégrité. Il est toujours affirmé que l'expérience n'a eu aucun résultat pratique.

Savez-vous que M. Rocius, de la *Revue des deux Mondes* et de la Commune, dont la commutation de peine a été tant agitée dernièrement, a une famille de quatorze frères, tous plus ou moins occupés de choses scientifiques?

Vous avez probablement remarqué dans le *Temps* une série de feuilletons intitulés : *Forbach, Tours, Rouen*, etc., et signés X.X. Cette signature représente M. Ludovic Halévy, un des auteurs de *From-From* et de beaucoup d'autres jolies pièces. Le dernier de ces feuilletons a pour titre *Dantzig et Quimper*. Il a trait au voyage fait, pendant un hiver, par une femme d'un grand cœur, à travers les prisons où les Prussiens retiennent encore, malgré la paix, sous prétexte de fautes disciplinaires, une partie de nos soldats.

Je crois pouvoir être indiscret dans une correspondance et avoir droit de vous dire que la noble femme dont il est question dans ce récit rigoureusement exact, est madame Chahon.

Le bruit court que le vote sur le retour à Paris a brouillé de nouveau M. d'Audiffret-Pasquier, avec son beau-frère M. Casimir-Périer. On n'a pas aimé à ce propos la manière dont les princes d'Orléans ont tiré leur épingle du jeu. Ils ont l'air d'avoir attendu pour dire leur avis que la Chambre se fût presque partagée en deux sur la question, et pendant ce temps leurs amis les plus accrédités venaient contre ou s'abstenant. Du reste, pourquoi ont-ils rendu nécessaire, par leur absence le jour du scrutin, la déclaration qu'ils ont fait insérer à l'*Officiel*.

Il était bien inutile de faire tant de bruit pour entrer à la Chambre, si c'était pour ne

pas y être dans les occasions les plus importantes, et de cette façon, leurs électeurs ne sont pas plus représentés qu'au paravant. Comme députés, ils remplissent fort peu leur mandat. Quelqu'un de la gauche pourrait bien soulever une interpellation à ce sujet un de ces jours. Comme personnages de solution, il importait peu que le duc d'Aumale fût dans l'Assemblée ou dehors. Cette conduite est au moins maladroite. Beaucoup de leurs meilleurs partisans le disent, et se demandent quels faucheux amis les conseillent. Pour moi, en regardant la situation du pays et les fautes des uns et des autres, même des gens réputés les plus intelligents, il me semble voir une maison qui brûle et où tout le monde perd la tête.

TABLETTES VERSAILLAISES

Elle est malade, bien malade, la pauvre loi Tréveneuc. Attaquée avec énergie par les uns, défendue sans enthousiasme par les autres, ce sera merveille si elle parvient sans encombre jusqu'à la consécration du vote final sur l'ensemble. Hier, à trois heures, avec M. Tréveneuc, c'était encore la loi panacée; sur les cinq heures, avec M. Baragnon, ce n'était plus qu'un de ces remèdes inefficaces, dont on dit entre hommes d'État qu'ils ne sont que des fictions. Aujourd'hui ce n'est plus seulement la précaution inutile, c'est la précaution perilleuse. Loin d'être un remède, la pauvre loi Tréveneuc, c'est désormais bien elle qui aura besoin d'être guérie : dès le troisième article, il a fallu la renvoyer à la commission, qui lui donne des soins. En reviendra-t-elle? M. Leroyer lui a attaché au flanc une de ces fleches qu'on ne porte pas bien loin...

L'argument capital, irréfutable, celui qui se faisait entendre depuis hier, et qui a enfin donné à la question sa position et au débat sa direction vraie, a été porté à la tribune par M. Leroyer. L'honorable député du Rhône a développé avec cette justesse de sens politique et cette autorité qui lui ont acquis depuis longtemps parmi ses collègues de la gauche républicaine une situation prépondérante. Le défaut principal de la loi, celui qu'il fallait montrer et frapper avant tout, c'est celui-ci : cette loi sur le rôle éventuel des conseils généraux, rôle politique s'il en fut, est en contradiction flagrante avec cette autre loi sur les conseils généraux, votée par cette Assemblée même, et qui leur interdit toute immixtion, même sous la forme passive du vote, dans les questions politiques.

Laissons de côté, avec cette habileté de tactique et cette prudence qui met le succès avant le bruit et qui aime mieux valancer que provoquer l'examen du principe même de la loi, qu'il veut bien considérer comme admis, M. Le Royer ne s'en prend qu'au moyen, dont il a le point de vue à montrer le péril et le caractère illogique. Ne voyez-vous point, dit-il aux partisans de la loi Tréveneuc, que même dans les récentes élections des conseils généraux et sous le régime de votre loi de décentralisation administrative, qui proscribit les vœux politiques, la politique n'a point été étrangère aux préoccupations des électeurs? Que sera-ce donc avec votre loi nouvelle qui prévoit le cas où ces mêmes conseils généraux destitués en temps ordinaire de toute attribution politique seraient appelés à fixer de leur sein les éléments d'une assemblée législative, non souveraine? Ne voyez-vous pas que vous introduisez la politique dans les conseils généraux, et que cette loi nouvelle...

La majorité, surprise par M. Le Royer en rupture de sa chère loi de décentralisation administrative, s'est tenue toute penchée, et ne sachant trop que répondre. Seul, M. Fournier, rapporteur, que son devoir rive à cette tâche ingrate, et qui est remonté une dizaine de fois à la tribune durant la séance pour défendre ce projet malvenu, a essayé de balbutier quelque chose de distingué et tout à fait indigne de l'auteur du très-remarquable rapport dont je vous parlais hier. Il en est ainsi, en effet, le rapport de M. Fournier sur cette mauvaise loi est un chef-d'œuvre, et la mauvaise loi elle-même est une merveille d'organisation et d'agencement théoriques. Elle n'a qu'un défaut (avec celui d'être en contradiction avec une loi antérieure), c'est d'être inapplicable : un joujou qu'il ne faut pas sortir par les vilains temps.

L'Assemblée a bien voté les deux premiers articles qui disposent qu'en cas de dissolution violente de l'Assemblée nationale, les conseils généraux, *chaque dans son département*, se réuniront au chef-lieu, sans qu'il soit besoin de convocation spéciale, et pourvoient d'urgence au maintien de la tranquillité publique et de l'ordre légal, toutes les autorités civiles et militaires étant tenues de leur donner obéissance.

Mais quand on en est venu au point plus ardu encore de la formation d'une assemblée composée de deux députés par chaque conseil général, l'Assemblée nationale, qui se réunira dans le plus bref délai, dans une ville du centre, Bourges, Tours ou Poitiers, *autant que possible*, et qui ne sera valablement constituée qu'autant que la moitié des départements s'y trouverait représentée, alors ça a été une véritable pluie d'objections.

L'Assemblée se réunira à Bourges, Tours, Poitiers, ou ailleurs...

Où ça, ailleurs? demande M. Cézanne. Voulez-vous pas, réplique M. Fournier, rapporteur, que nous donnions rendez-vous aux préfets, en leur désignant par avance la ville où ils devront venir nous dispenser d'y aller? Comment s'y prendre alors? Faudra-t-il qu'on se le dise à l'oreille.

M. Lenoel s'élance triomphant à la tribune. Eureka! Il a trouvé, M. Lenoel, il a un moyen! Tous les ans, le président de l'Assemblée nationale, avec ses présidents des conseils généraux, sous pli cacheté, avec ordre, sans doute, de n'ouvrir qu'en pleine tempeste... M. Lenoel ne peut continuer; son pli cacheté a un succès... Malheureusement il a été déjà assez compliqué comme elle est, et assez difficile à monter.

M. Bland fait une autre objection : Que deviendront ceux des membres de l'Assemblée nationale restés libres? S'ajoutent-ils aux délégués des conseils? bouderont-ils?

S'ils sont 300, répond M. Fournier tout intérieurement, ils s'ajoutent; s'ils n'en ont que 300, ils ne s'ajoutent pas. De sorte que vous aurez d'un côté 300 députés pour rien faire, et de l'autre 172 délégués des Conseils généraux qui mèneront tout.

M. Bethmont, qui voudrait faire la part du feu, — ce qui est son procédé habituel, — demande avec son ami M. de Cézanne qu'on s'en tienne aux deux premiers articles, et qu'on ampute le reste... Vous avez la main gauche, dit le médecin du *Malade imaginaire*, qui prend pour la nourriture de l'autre; faites-moi couper ça.

L'Assemblée s'est refusée à amputer, séance tenante, mais elle a renvoyé l'article 3 à la commission, qui nous fera part demain de ses inspirations nouvelles.

Je ne vous ai point parlé d'un très-beau discours, — le début, dans cette chambre du

moins, de M. Eymard-Duvernay, un député du Dauphiné, qui proposait qu'on substituat, en cas de dispersion violente de l'Assemblée, à la députation des conseils généraux, la réunion de députés suppléants, nommés avec les députés ordinaires, comme cela se faisait en 89. — Notre noble et pur Barnave, dit l'honorable député dauphinois, n'était qu'un supplicat. — Plus d'élections partielles, qui troubleraient beaucoup le pays pour un très-petit effet, mais des élections générales tous les trois ans. De ces élections salubres. Il se rappelle cette grande parole de Royer-Collard : « Les peuples, comme les individus, ne peuvent vivre qu'à la sueur de leur front. »

M. Eymard-Duvernay est un homme d'une cinquantaine d'années seulement, peut-être, mais la tête plus que grisonnante, de ses cheveux et une certaine fatigue dont la noblesse et la hauteur du caractère, droit dissimulent avec la montagne, rustique à la manière de Lincoln, mais avec quelque chose de plus idéaliste dans le front et dans le regard. M. Eymard-Duvernay, admirateur de Barnave, son compatriote, est un girondin qu'on serait tenté de prendre tout d'abord pour un révolutionnaire.

Disons que c'est un girondin non repenti, mais assagi, — un girondin sauvé de l'échafaud. Autant de lui peut-être, moins d'illusions. Son appel à l'union, sur le terrain de la République loyalement pratiquée, a produit un grand effet.

Un autre membre, dont les relations avec la droite sont connues, M. de Pomery, a également demandé, en invoquant le noble et généreux exemple de M. de Noailles, l'affirmation de la République.

Il y a eu une certaine agitation à droite, tandis que de Pomery, accueilli au passage par les applaudissements et par les poignées de main des républicains, venait prendre place sur un des bancs de gauche.

H. A.

CORRESPONDANCES

HERAULT.

(Correspondance particulière du *Journal de Lyon*.)

Montpellier, 6 février 1872.

Nous avons eu, nous aussi, notre aurore boréale, et ce que vous dites du météore, de son aspect, de sa forme, des explications données par le vulgaire, s'applique parfaitement à ce que nous avons vu et entendu dimanche soir. C'est là le seul événement étrange que j'aie à vous signaler. Tout va dans nos contrées comme par le passé. L'assaut loyal de la République se fait toujours par des hommes qui ont horreur de la République, et qui, au lieu de réunir dans un effort commun pour le bien du pays tous les hommes de bonne volonté, semblent prendre à tâche de semer la division et la haine parmi nous.

perpétuel? J'en doute. Le véritable ennemi de l'intérieur pour nous, gens de l'Hérault, du Gard, n'était pas M. Casimir Périer, mais M. de Larcy, dont la retraite toujours annoncée est toujours démentie. Des témoins dignes de foi me racontent de singulières choses au sujet de Nîmes, notre voisine. Pour répondre sans doute aux exploits de nos radicaux à Montpellier, les légionnaires de Nîmes, sûrs du préfet et du maire, houspillent tous les soirs les républicains, en attendant qu'ils les assomment. On chante, sans que le moindre sergent de ville bouge ou verbalise, des chansons en l'honneur du comte de Chambord. On crie : Vive Henri V ! On provoque sans cesse et de mille façons ceux qui ne se signent pas quand on parle du trône et du drapeau blanc si immaculé. Il faut que nous amis nous beaucoup de patience, et j'espère qu'ils se posséderont jusqu'au bout. Mais avouez que la situation est singulière. Le département du Gard n'a pour représentant du pouvoir que des hommes attachés à la monarchie de droit divin. Est-ce un parti pris? Veut-on par là multiplier le nombre des républicains? La tactique ne serait pas sans danger. Est-ce tout simplement l'influence funeste de M. de Larcy qui explique le choix et le maintien obstiné de M. de Champvans et de ses sous-préfets? Y aurait-il donc une partie de la France qui aurait été livrée aux expériences de la réaction blanche?

En attendant, vos *Unions* et vos *Gazettes*, qui, lors des élections, savent si bien dissimuler leur drapeau, qui n'osent pas présenter franchement leurs candidats comme légitimistes, exaltent en style dithyrambique le dernier manifeste du comte de Chambord. Le langage n'est plus d'équilibre. On déclare qu'il faut, pour le salut et la gloire du pays, remonter au delà de 1789, que la France doit revenir à son ancienne constitution. Vous comprenez et vous admirez sans doute l'intelligence de vos *Gazettes*. On est vraiment stupéfait. Mais qui donc a appris l'histoire à ces gens-là? Qui donc a fait leur éducation politique? De quel village perdu de l'Auvergne ou de la Bretagne sortent-ils? Au fond, les manifestations de nos légionnaires autour du programme royaliste me font l'effet d'un enterrement de première classe. En tout cas, les Thoms ne doutent plus, ils ont vu, ils ont touché, et ils savent maintenant que le divorce entre la monarchie et la France contemporaine est complet, irrévocable. Tant mieux, ils laissent les morts ensevelir en paix leurs morts.

La souscription dont vous avez pris l'initiative préoccupe vivement les esprits; on est, parlois, — même dans votre journal — bien sévère pour le Midi. On lui reproche de n'avoir pas sauvé la France après Sedan et Metz. J'ai vu, il y a un an, les dispositions du Midi; j'ai constaté avec tristesse la faiblesse des uns, entendu non sans dépit les crailleries des autres; mais, j'ai vu aussi le dévouement d'un grand nombre, et, à mon sens, le Midi n'est ni meilleur ni pire que le reste de la France. Les Normands et les Bretons, dont je ne veux pas suspecter le patriotisme, ont-ils pas, eux aussi, quelques fautes à se reprocher? La vérité est que l'empire en tombant avait mis le désordre partout, que les Prussiens étaient là, que nous n'avions plus d'armée, et que, sous l'étreinte cruelle de l'ennemi, on n'improvisait pas des forces capables de repousser un million de soldats parfaitement disciplinés et entraînés par la victoire.

Cela dit, sachez bien que le midi donnera sa part dans l'œuvre du rachat de la France. On comprend qu'il s'agit non d'une amorce, non d'un secours ordinaire, mais d'un réel sacrifice. On se consacre, on cherche les meilleurs moyens d'aboutir, et on est tout disposé, le moment une fois venu, de payer largement de sa personne et de sa bourse.

On s'occupe aussi, et sérieusement, de l'instruction des masses. La souscription du soir contre l'ignorance marche bien. D'après ce que je vois et entends, il n'est pas d'amélioration que l'on accepta avec plus de joie que l'obligation de l'instruction primitive. Il me tarde bien de savoir les bonnes raisons que M. Dupontou fournira à la tribune à l'appui de l'ignorance obligatoire.

Nous avons aussi de nombreuses conférences. M. Passy a débuté à Nîmes sa charmante leçon sur le *bure*. J'ai entendu parler, avec les plus grands éloges, de conférences données à Nîmes par quelques professeurs de l'Université. Ce qui est certain, c'est que le public est nombreux, sympathique, avide de s'instruire. Sur ce, *defenda Carthago*, c'est-à-dire : il est temps que le gouvernement de Versailles envoie dans nos départements, en majorité républicains, des préfets républicains. M. de Champvans, en particulier, dépose en fait de tracasseries, de violences, etc., tout ce qui est raisonnablement permis à un administrateur, et l'on se demande ce que devient, à ce de pareils préfets, l'essai loyal de la République.

CHRONIQUE PARLEMENTAIRE

Les députés ont procédé, pour le mois de février, à l'organisation des bureaux. Ont été élus :

- 1^{er} bureau. — M. Raudot, président; M. de Lur-Saluces, secrétaire.
- 2^e bureau. — M. Kolb-Bernard, président; M. Adnet, secrétaire.
- 3^e bureau. — M. Cordier, président; M. Dréo, secrétaire.
- 4^e bureau. — M. le comte de Melun, président; M. Savary, secrétaire.
- 5^e bureau. — M. de la Monneraye, président; M. Costa de Beauregard, secrétaire.
- 6^e bureau. — M. Baze, président; M. Lefebvre, secrétaire.
- 7^e bureau. — M. Casimir Périer, président; M. Berthaud, vice-président; M. Lacaze-Laplagne, secrétaire.
- 8^e bureau. — M. Martel, président; M. Bottequin, secrétaire.
- 9^e bureau. — M. Daru, président; M. Anisson-Dupéron, secrétaire.
- 10^e bureau. — M. Reuissat d'Azay, président; M. Félix-Dupin, secrétaire.
- 11^e bureau. — M. Sacaze, président; M. le colonel Caron, secrétaire.
- 12^e bureau. — M. le duc d'Aumale, président; M. le marquis de Champerre, vice-président; M. de Raimneville, secrétaire.
- 13^e bureau. — M. le comte Joubert, président; M. de Fourty, secrétaire.
- 14^e bureau. — M. de Mortemart, président; M. Arthur de Chabaud-Latour, secrétaire.

Les députés suivants ont été élus membres de la commission d'initiative :

- MM. Aubert, de la Bassinette, Laurenceau, Murvilleux-Duvignaux, Boreau-Lagaradiot, de Sugny, Delorme, Tallon, de Champvalier, Fournier, Boreau, Moreau, Humbert, Brod, de Vidal, Buisson (Aude), amiral de La Roncière Le Noury, de Franciex, de Georvian Saint-Cyr, Boullier de Franches, Chatelet, Daguenet, de Lagrange, Giraud, de Ventavon, Lucien Bruh, Lacaze.

On lit dans l'*Assemblée nationale* :

La commission de révision des grades aura bientôt terminé ses travaux. Il ne lui reste plus à examiner qu'environ vingt-cinq régiments d'infanterie ou de cavalerie.

300 officiers de divers grades ont été rendus à leur domicile, sur 300 autres qui ont été maintenus dans les grades de sous-officiers.

Plus de 1,000 officiers quitteront ainsi les cadres fort surchargés encore malgré ces décisions. On sait, en effet, que, d'après un état inséré au projet de budget de la guerre pour 1872, on compte 108 généraux, 4,600 officiers d'infanterie, et 720 officiers de cavalerie à la suite.

« Les officiers qui ont perdu leur grade se trouvaient tous dans des positions irrégulières au point de vue des lois de l'avancement; ils avaient été promus sans titres antérieurs, comme le fait s'est déjà produit dans les bataillons de mobiles. »

« Les officiers de mobiles, malgré les services qu'ils avaient pu rendre, ont été licenciés sans aucune récompense; ils ont accepté avec résignation cette mise en demeure. Les officiers de l'armée rendus à la vie civile par la commission de révision des grades n'accepteront pas cette décision avec moins d'abnégation et de patriotisme. »

NOUVELLES ET BRUITS

Il paraît que nous sommes décidément en pleine crise de démissions et de remplacements.

M. Casimir Périer est remplacé et son successeur M. Victor Lefranc l'est également. M. de Goulard, qui succède à M. Lefranc, laisse vacante la légation à Rome.

D'un autre côté, le *Gauleis* affirme que la démission de M. de Gissay devient de plus en plus imminente, et la tournure qu'a prise l'affaire du général Suzanne donnerait à ce bruit une grande vraisemblance.

On reparle à ce propos naturellement de la retraite de M. Larcy, comme à propos de tout. Il n'y a que M. Pouyer-Quertier dont on n'annonce jamais la démission.

Le *Francis* annonçait avant-hier soir que le P. Grady était à toute extrémité; le *Figaro* d'hier matin dit que le célèbre oratorien aurait succombé à une affection des voies digestives. Le P. Grady, né à Lille, le 30 mars 1805, étudia d'abord les mathématiques et fut admis à l'école polytechnique en 1825. Ce fut vers 1832 qu'il embrassa la carrière ecclésiastique, et en 1846 seulement qu'il fut nommé aumônier de l'école normale supérieure. Il fut appelé à la chaire de morale évangélique de la Sorbonne le 28 octobre 1863.

Ses œuvres, fort appréciées, surtout des théologiens, sont nombreuses et lui ont valu les honneurs du fauconnier académique.

Le P. Grady est mort à Montreux, en Suisse.

Presque en même temps que lui mourait, dans le même village suisse, un Allemand qui France sous le nom de Simon, connu en 1848, chassé par la réaction en 1849. M. Simon avait en dernier lieu vivement protesté contre l'annexion forcée de l'Alsace à l'Allemagne.

Il est mort le 2 février également à Montreux.

Le système de défense de Paris du côté du sud va être modifié complètement.

La ligne des forêts, de ce côté, sera reportée beaucoup plus en avant.

Issy est démolie complètement; l'avenue a été adjugée au prix de 6,700 fr. et sa destruction va commencer.

Dans quelques mois, de nouveaux forêts seront construits à Chailion, Montfaut, les Hautes-Bruyères. A l'arche, au Moulin-Saquet, il n'y aura que des forêts.

Il paraît bien décidément que l'empereur Napoléon prépare un grand manifeste pour paraître prochainement.

Le *Figaro* l'annonce encore une fois comme chose positive.

D'après le *Gauleis*, le général Cluseret, l'ancien voyageur, viendrait d'arriver à Genève.

On ne prévoit pourtant en ce moment aucune guerre civile en Suisse.

Le roi d'Aracante passe donc son temps à écrire au *Journal*.

Voici la nouvelle communication de cette originale marseillaise. Elle est adressée au *Sémaphore*, de Marseille :

Monsieur le rédacteur,

Plusieurs personnes m'ont priées de demander des renseignements au sujet des dédicelles à faire pour obtenir la décoration de l'Ordre de la Couronne d'acier surmontée de la Croix du Sud.

Chaque personne qui désirera une décoration doit me faire savoir, par lettre, et en indiquant son nom, ses prénoms, qualités et domicile de résidence.

Si le n'abus pas de votre obligeance, M. le rédacteur, je vous serais bien reconnaissant d'insérer ma lettre dans votre plus prochain numéro.

Veillez agréer, monsieur, l'assurance de ma considération très-distinguée.

P.-O.-A. de Tonnais,

roi d'Aracante, et de Patagonie,

Rue Vacon, 59, Marseille (affranchir).

Naiveté ou rouerie?

On avait annoncé que M. le maréchal Bazaine avait comparu devant la commission d'enquête.

Cette nouvelle n'est pas encore vraie.

Mais les débats de l'affaire de Metz ont commencé et les principaux témoins étaient convoqués pour hier mercredi.

La Déesse de la liberté est morte.

Elle est morte avant-hier dans sa boutique de charcuterie de la rue aux Ours. C'était la plus grosse femme de Paris, elle pesait 130 kilos, quatorze livres et offrait l'aspect d'une sphère à peu près parfaite.

Il y avait dix ans qu'elle n'était sortie de son lit pour se coucher. Elle s'appelait Mme veuve Gémot et avait figuré la Déesse de la liberté dans la grande fête nationale de 1848.

On se rappelle qu'une partie de la Guinée, appartenant à la Hollande, vient d'être cédée par cette puissance à l'Angleterre.

Dans le territoire cédé se trouvent les Etats d'un petit roi indigène, qui proteste par un agent envoyé à la Haye contre le changement de domination qu'on lui impose malgré sa volonté et le sentiment de son peuple.

Pour donner plus de poids à sa protestation, le roi indigène avait engagé à employer la médiation de l'empereur d'Allemagne dont la renommée est venue jusqu'à lui. Le comte Perponcher, ministre d'Allemagne à la Haye, a qui on s'était adressé, si flatté qu'il fut de voir la puissance de son maître reconnu dans ces parages lointains, a refusé de s'occuper de cette affaire qui ne regardait que les deux puissances contractantes.

Il serait beau vraiment, de voir l'empereur allemand prendre en mains la cause des populations qu'on annexe malgré elles!

ASSEMBLÉE NATIONALE

PRÉSIDENCE DE M. JULES GRÉVY.

Séance du 6 février 1872.

(Suite et fin.)

Art. 3. — Une assemblée composée de 2 députés par chaque conseil général se réunira dans le plus bref délai.

Ces députés sont élus dans la première séance tenue en vertu de l'article premier de la présente loi.

Il s'agit d'assemblée dans une ville du centre, Bourges, Tours ou Poitiers, autant que possible, ou dans tout autre lieu choisi d'urgence; l'Assemblée des députés n'est valablement constituée qu'autant que la moitié des départements au moins s'y trouvent représentés.

M. Fournier, rapporteur, explique les raisons de préférence, afin de diriger, au point de vue de la marche des députés, en cas de danger, par Bourges, à la fois le point le plus rapproché et le plus central.

M. Cézanne. — Nous voici au point le plus difficile de la loi. La commission dit : les députés se réuniront à Bourges, Tours, Poitiers ou ailleurs. Ailleurs, ça sera-ce? Supposons une ligne du midi à Toulouse et une ligne de l'est à l'Alsace. Ne voyez-vous pas les conflits possibles et la détonation.

En vérité, les deux premiers articles souffrent. La France nous a coûté un dépôt sacré, son unité; si nous touchons point d'une main trop irrespectueuse, la proposition sera une innovation sans danger que d'urgence.

Les conseils généraux ne sont les seuls pouvoirs qui sont restés intacts. Ne les compromettions pas en les obligeant à sortir de chez eux.

CHRONIQUE

Par suite des difficultés inhérentes au changement de machine, notre journal n'a pas pu paraître hier à l'heure accoutumée.

Nous lisons dans le Journal officiel :

Par décret du président de la République, en date du 2 février 1872, rendu sur la proposition du ministre de l'intérieur, M. Valentin, ancien préfet du Rhône, a été nommé commandeur de l'ordre national de la Légion d'honneur, pour services rendus pendant l'invasion et à Lyon dans la journée du 30 avril 1871.

Voilà une distinction bien placée et qui fait honneur à l'esprit de justice du gouvernement. Elle lui fait honneur, encore plus qu'à M. Valentin, car un homme brave et modeste comme lui ne cherche d'autre récompense de ses actions que la satisfaction du devoir accompli.

La distinction, c'est fort bien ; il faut maintenant qu'un gouvernement qui a proclamé son haut qu'il est le gouvernement de l'essai loyal de la République, ne laisse pas plus longtemps sans les utiliser, les services d'un des hommes les plus honorables du parti républicain libéral.

Les examens des candidats au brevet de capacité pour l'instruction primaire auront lieu, au Palais des-Arts, le 12 mars prochain pour les aspirants, et le 19 du même mois pour les aspirantes.

Le Progrès se plaint du silence que nous avons gardé jusqu'à présent sur l'arrestation de M. Henri Biraud à Marseille et sur les violations du secret des lettres, que notre confrère reproche au général Espivent.

Le Progrès a tort de s'en plaindre. Le jour où il sera prouvé que le secret des lettres a été violé et que M. Henri Biraud a été arrêté arbitrairement, ce jour-là nous ne serons pas les derniers à protester et à demander justice. Mais jusqu'à présent il nous semble que cette affaire n'est pas encore très-nette, et nous voyons des obscurités et des étrangetés qui nous commandent une certaine réserve. Ainsi, on nous dit que M. Biraud a été arrêté en vertu d'un mandat d'amener régulièrement délivré par l'autorité judiciaire. Le respect que nous devons à la justice nous commande donc d'attendre pour savoir sous quelle prévention M. Biraud a été arrêté. Quand nous le saurons, nous serons en mesure de parler.

Cela dit, le Progrès nous permettrait d'ajouter que nous nous inquiétons fort peu de nous voir accorder ou refuser par lui un brevet de républicanisme. Nous n'avons que faire de son approbation ou de sa désapprobation, et nous le prions de ne plus prendre la peine de nous en notifier l'expression, car il nous est complètement impossible de tenir compte du jugement de ceux qui ne sont pas qualifiés pour en porter.

Le 27 janvier 1872, dit le Bulletin officiel de l'exposition, le comité de souscription de l'exposition universelle de Lyon a tenu séance, dans le local de l'administration, 44, place de Lyon.

M. le président, après avoir rendu compte de sa visite aux chantiers, et de la marche progressive et rapide des travaux qui s'y exécutent, confie la parole à M. le directeur, qui a prouvé incontestablement que les travaux sont avancés dans le délai prescrit, et que l'ouverture aura lieu irrévocablement le 1er mai 1872.

M. le directeur, afin d'éclairer le comité de souscription sur l'importance du mouvement qui s'est produit sur tous les points de la France et à l'étranger, donne lecture des lettres écrites à l'administration par les chambres de commerce de Chalon-sur-Saône, Châtillon, Confolent, Clermont-Ferrand, Colmar, Elbeuf, etc., et par les préfets de l'Ain, de l'Isère, de la Somme, de l'Oise, de la Haute-Savoie, etc.

Un membre du comité demande si le versement du troisième quart a été régulièrement effectué par tous les souscripteurs volontaires. M. le directeur répond que l'empressement avec lequel les souscripteurs ont opéré de tout temps leurs versements, lui a imposé comme un devoir de laisser une grande latitude pour les versements. Néanmoins, il comprend l'importance de l'observation qui lui est soumise et il promet d'adresser la prière aux quelques retardataires qui n'auraient pas encore versé le montant du troisième quart, de le faire dans le plus bref délai, à la caisse de la société. Il est d'ailleurs indispensable que cette mesure soit prise afin qu'il puisse être procédé à la délivrance des cartes d'entrée, qui ne peut avoir lieu qu'en échange du dernier versement.

Avant de clore la séance, M. le président annonce au comité que, depuis la dernière réunion, les souscriptions se sont élevées à 1,800 fr.

Le « citoyen barbu » des poudreries du Salut public nous a valu plusieurs lettres. Le premier de nos correspondants nous demande si ce « citoyen barbu » a quelque chose de commun avec les trois hommes barbues de Dumas ? Un autre plaisante avec agrément sur le « citoyen barbu qui s'avance ».

Nous aurions volontiers communiqué ces lettres au Salut, mais il faut savoir être charitable, et nous ne voulons pas augmenter par l'éclat de ces joyeux lettres le chagrin que doit causer à notre confrère le fusco lamentable de son feu d'artifice.

Aujourd'hui le Salut public n'a pas découvert de poudre le clandestine. Mais il a reçu une lettre, parait-il, du propriétaire de la poudrerie du Moutin-à-Vent. Cette lettre « constate la quantité de poudre et de munitions saisies » et le Salut ajoute : « Detail qui a une médiocre importance ! » On peut deviner facilement pourquoi.

Voici l'extrait de cette lettre que publie le Salut :

« L'usine, lui écrit M. Donat, a été organisée en mai et juin 1871, sous le bénéfice du décret du 4 septembre 1870, laissant libre la fabrication des poudres. Sur la demande des usiniers, le préfet a, le 13 juillet, permis la continuation de la fabrication par une autorisation provisoire et les prévenant qu'ils aient à lui transmettre dans une nouvelle demande, le plan des lieux, pour avoir de l'autorité supérieure l'autorisation définitive, ce qu'ils ont fait immédiatement, et le tout a été expédié au ministère ».

Un conseil de voisin au Salut public : N'investez plus de poudreries, n'est-ce pas ?

Nous recevons la lettre suivante :

« Vos lecteurs se souviennent de cette bande de voleurs à l'égalage que le tribunal correctionnel jugeait il y a quelques semaines. Parmi les prévenus sur le sort desquels le tribunal avait à statuer étaient un nommé Isabelle et sa femme. L'un condamné à 2 années de prison et l'autre à 6 mois de la même peine.

« Les condamnés ont fait appel de ce jugement et la cour, y faisant droit, les a acquittés de la prévention dirigée contre eux.

« Je prie M. le directeur du Journal de Lyon de vouloir bien insérer ces quelques lignes dans la chronique de leur journal le plus tôt possible.

« Je vous en serai très-reconnaissant.

« ISABELLE ».

Ce matin, plusieurs régiments d'infanterie de ligne, plusieurs régiments de cavalerie, quelques batteries d'artillerie et des voitures d'ambulance ont traversé la ville en longeant les quais de la Saône. C'est, nous a-t-on dit, le commencement d'une série de manœuvres ordonnées par le ministre de la guerre, auxquelles sont depuis quelque temps déjà exercées les troupes de l'armée de Paris, sous le commandement de M. le général Ladmirault.

Trois étudiants en médecine, MM. P. P., D. et T., « contents-nous de simples initiales », passaient la nuit dernière sur le quai Saint-Antoine. Ils paraissaient avoir bien diné et se livraient à des ébats d'une gaité folle. Ils ont été arrêtés et écroués à la Permanence, non seulement sous l'inculpation de tapage nocturne, mais pour avoir brisé plusieurs boîtes de gaze. Nos futurs docteurs ont dû beaucoup s'amuser.

Avant-hier, vers quatre heures de l'après-midi, le nommé Poreiras, travaillant aux terrassements des chemins de fer, chantier de la Gorge-du-Loup, est tombé du haut d'un remblai et s'est blessé assez grièvement. Il a été transporté à l'Hôtel-Dieu.

SOCIÉTÉ LYONNAISE

DE DÉPÔTS ET DE COMPTES COURANTS ET DE CRÉDIT INDUSTRIEL

autorisée par décret du 8 juillet 1865.

Situation au 31 Janvier 1872

ACTIF	
Capital en espèces 936.029 32	46.113.393 81
Escomptes à la Ban-	
que 109.174 06	
Effets en recette	331.270 41
Portefeuille, ef-	
fets français 15.731.433 72	20.133.968 72
Portefeuille, ef-	
fets étrangers 4.402.535	
Frais de 1 ^{er} établissement et com-	
munication de constitution	150.000
Frais généraux 1871, 2 ^e semestre	131.495 58
Frais généraux 1872, 1 ^{er} semestre	19.209 46
Ordres de Bourse pour compte de tiers et reports	1.752.223 34
Avances sur garanties	708.799 47
Comptes-courants	6.527.673 46
Comptes d'ordre	332.724 05
Actions, versement non appelé	15.000.000
F. 46.113.393 81	
PASSIF	
Capital	20.000.000
Reserve statutaire	329.000
Reserve spéciale	146.621 89
Comptes de dépôts à 3 %	20.790.209 75
Comptes-courants	2.236.586 42
Bons à échéance	136.963 57
Acceptations	696.743 40
Récompte du portefeuille au 31 décembre	113.509 20
Dividendes anciens, solde à payer	114.394 75
Dividendes à-compte 1871	76.904
Profits et pertes 1871	1.132.586 21
Profits et pertes 1872, 1 ^{er} semestre	161.628 92
F. 46.113.393 81	

Effets en circulation avec l'endossement de la Société : F. 9.107.392 88

ENTRÉE SINGULIERE ET GOUVERNEUR ADJUTANT

Le président, L'administrateur délégué.

A. A. BROLEMAN. F. ROBERT.

Bulletin météorologique du 8 Février

PAR BOULADE, ING.-OPTICIEN

THERMOMÈTRE	PRESSION	ÉTAT	VENT
minima	maxima	baromètre	du ciel
à midi			à 7 h. du m
+ 8°	+11°	0,748	brumeux S-E.
Hauteur de la Saône au-dessus de l'étiage	0,00		
Hauteur du Rhône au-dessus de l'étiage	+0°		
Hauteur du Rhône au-dessus de l'étiage	+0°		
Quantité d'eau tombée à Lyon du 15 au 31 Janvier	0,023		

VARIÉTÉS

LES PERROQUETS

Il y a des pouspées qui parlent ; et c'est un progrès fort apprécié des enfants, un peu moins des parents. Il y en a aussi dans les écoles, et ce n'est pas un progrès ; car voici longtemps que cela dure.

Un de nos amis, qui a qualité, à beaucoup d'égards, pour s'occuper d'instruction, entre un jour inutile de dire où ni quand dans une école. Un grand bruit, qu'on entendait de la rue, avait attiré son attention, et il était curieux de savoir ce que c'était que ce bruit. C'était une leçon de français, tout simplement : cinquante enfants — cent peut-être — sur l'ordre d'un maître ou d'une maîtresse qui donnait la note et battait la mesure, répétaient en chœur, un nombre déterminé de fois, ce couplet grammatical :

« Il y a trois sor-sor-les-d'ac-cent, l'ac-cent « grave, l'ac-cent-ai-gu-et-l'ac-cent-ci-r-con-fesse ! »

Le visiteur, homme grave et patient, attend tranquillement que le couplet soit terminé ; puis, voyant qu'on allait passer sans transition à un autre, il désigne un enfant, et lui montrant le tableau :

« Mon ami, lui dit-il, faites-moi un accent circonflexe. »

L'enfant le regarde de cet air que nous connaissons tous, et ne bronche pas.

« Eh bien, répète notre ami, est-ce que vous n'avez pas entendu ? Je vous dis de me faire un accent circonflexe. »

« M'sieu, se décide alors à bégayer le pauvre petit, je connais pas ça ; j'en ai jamais vu ! »

« Que ceux qui en ont vu lèvent la main alors, reprend le visiteur. »

Pas un main ne se lève. Pas un, parmi ces malheureux voués à la récitation forcée, ne savait ce que voulait dire les mots qu'ils répétaient !

Ailleurs, le même ami assiste à une leçon de lecture. Jésus entra dans le temple, qui était un vaste édifice. « nasillent à tour de rôle et sans sourciller une demi-douzaine de bambins.

« Voyez, monsieur, comme ils lisent bien, dit en se rengorgeant l'instituteur. »

« En effet, répond notre curieux, — c'est un original ; — en effet, c'est bien la ce qu'il y a dans le livre ; mais il ne suffit pas de lire des yeux, ni même des lèvres : il faut comprendre, car c'est pour cela que la lecture est faite. » Voyons, vous, le petit, là, qui avez une si belle voix, qu'est-ce que c'est qu'un temple ?

Silence du petit, et du grand, et des moyens, et des autres, et de tous.

Même silence pour « élifice, — et pour « vaste, — et pour tout !

Pas un encore, sur deux cents enfants, — je

dis deux cents ; — n'avait jamais songé à donner un sens à ces mots, et jamais on n'avait songé à leur dire qu'ils en avaient un. C'est tout au plus s'ils savaient ce que c'était que Jésus, et en quoi consistait l'office de sortir.

Vous ne me croyez pas, ami lecteur ? Faites donc l'expérience par vous-même, j'en suis sûr, que l'occasion de la faire, et vous verrez ce qu'il en est.

Pour le moment, contez encore la petite anecdote que voici, et que nous contait l'autre jour un homme d'esprit qui est un homme de bien, et que, ma foi ! je nommerai, celui-là, parce que c'est la suite de cette aventure qu'il a commencée si grande et persévérante campagne en faveur de l'enfance, M. Marbeau, le fondateur des Crèches.

Donc, M. Marbeau, étant adjoint du 1^{er} arrondissement de Paris, le 1^{er} en ce temps-là, s'en va un jour visiter la meilleure des écoles de son arrondissement, et après avoir causé avec l'instituteur, excellent homme et homme instruit parmi ses confrères, il pose au premier élève du premier banc cette question bien simple, à ce qu'il semble :

« Mon enfant, quels sont vos devoirs envers vos parents ? »

Pas de réponse, si ce n'est cette réponse muette des yeux ouverts contre mesure, qui signifie : « Je ne comprends pas ! »

La question est répétée, avec cette bonté encourageante qui simplifie les choses difficiles. Le n° 3, qui voit qu'on a affaire à un brave homme, souffle distinctement au n° 1 :

« Ton père et mère honoreras ! »

Et le n° 1, comme s'il venait de trouver, répète bien haut :

« Tes père et mère honoreras ! »

Parfaitement, dit le digne magistrat, qui fait comme s'il n'avait pas saisi le manège, parfaitement. Eh bien ! qu'est-ce que cela veut dire : honorer son père et sa mère ?

Cette fois, plus de réponse, plus de souffler, plus rien... Et, dans l'école entière, pas un enfant, pas un seul, ne se trouva en état de répondre. Ils comprirent, — ce n'était pas malaisé, — quand la voix paternelle qui les questionnait leur expliqua, sans avoir l'air de faire trop la leçon à leur ignorance, en quoi les parents sont les meilleurs amis, les guides les plus sûrs des enfants, et en quoi les enfants, par un juste retour, doivent se montrer obéissants, affectueux et reconnaissants.

Sortant de là, tout attristé, comme bien l'on peut penser, le futur fondateur des Crèches s'en va à la maison des Frères, où se trouvait alors un brave directeur qui n'était pas le premier venu, lui non plus, et que je vois encore, pour ma part, entre ses deux acolytes. Il leur conte son chagrin.

« Ah ! monsieur, s'écrie le bon Frère, ce n'est pas chez nous que vous trouveriez une pareille ignorance de la morale. Interrogez nos élèves, vous allez voir bien ils savent.

« Mes enfants, écoutez bien M. l'adjoint, qui a la bonté de venir vous interroger, et faites honneur à vos maîtres. »

Ainsi mis en demeure, M. Marbeau recommence l'épreuve de l'école laïque, et, modifiant un peu sa question :

« Voyons, dit-il, pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

Tout le monde se regarde et personne ne répond.

« Je vous demande, reprend l'interrogateur, quels sont vos devoirs en ce monde. »

Même silence.

Le bon Frère, un peu interdit, sent le besoin de venir « secourir la mémoire troublée » de ses jeunes perroquets, et, reprenant la question dans les termes sacramentels et invariables du catéchisme :

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

« M. l'adjoint, dit-il, vous demandez : « Pourquoi êtes-vous sur la terre ? »

Paris, 7 février.

Le différend entre la commission des marchés et le général Suzanne n'est pas encore vidé.

M. Thiers cro

RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX

Cours officiels de la Bourse de Paris, du 1 février 1872, 5 h. soir.

Huile de colza en fûts, disp., 105.75; en tonnes, 107.25; épurée, 115.25.
Huile de lin en fûts, disp., 96.50; en tonnes, 98.50.
Sucre, 100 kil., 88.50; sacch. disp., 68.50; blancs n° 3, 77.50; bonne sorte, 156.50; belle sorte, 158.50; certificat de sortie, 64.50.
Mélasse de fabrique, 100 kil., 11.50; de raffinerie, 13.50.
Spiriteux fins, 1^{re} qual., 90.55.
Farines 8 m., 159 kil. disp., 79.50; supérieures, 76.50.
Suifs de France, 100 kil., disp., 110.50.
Cafés, 100 kil., Java, 325.50 à 340.50; Ceylan, 320.50; Haïti, 310.50 à 320.50; Rio, 310.50.
Cacaos, 100 kil., Para, 150.50; Guayaquil, 150.50; Trinité, 170.50; Haïti, 180.50; Caraque, 250.50 à 500.50.

Cours commerciaux de la Bourse de Paris.

Huile de colza, 105.75; Spiritueux, 90.55
— mars, avril, 105.50 — mars, avril, 97.50
— mai, juin, 104.50 — 4 été, 61.50
Huile de lin, 96.50; Farines, 79.50
— juillet, août, 104.50 — mars, avril, 79.50
— 4 derniers, 102.50 — mai, 77.50
Huile de lin, c. 96.50 — 4 mai, 77.50
— mars, avril, 96.50 — Suifs, disp., 110.50
— 4 été, 97.50

Télégrammes commerciaux.

Marseille, 7 février.
Blés, importations, 9,600 h. Ventes, 5,120 h.
Marché calme. Berdianska, 128 1/2; 38 à 38.50.

New-York, 6 février.
Coton Middling-Upland, 23 1/4 cents la livre anglaise.
— Pétrole raffiné, 22 1/2 cents le gallon.
Farine extra state, 6 d. 70 à 6 d. 90 le baril de 88 kil. — Mais, 74 cents le bushel. — Froment rouge, 1 d. 62 s. le bushel.

Londres, 7 février, 2 h. 20 soir.
Froments, affaires limitées, prix nominaux et sans changement sur les cours de lundi. Importations, 4,440 quarters. 6 cargaisons arrivées, 6 à vendre.

Le Havre, 6 février.

Ouverture du marché : Cotons, ventes 1,750 balles, marché calme, prix bien tenus. — Café, ventes 2,000 balles. Malabar dans le port, 80; à livrer, 85. Suifs, marché calme, prix lourds.

CONDITIONS PUBLIQUES DES SOIES

Lyon, le 7 février 1872.

NOMBRE	SORTES	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	Poids
14	Organsins	20	7	4	3	6	2	3	10	3785
33	Trames	5	2	12	1	1	1	1	1	3470
34	Grèges	6	11	4	1	1	1	1	1	3174
7	Diverses	8	8	8	8	8	8	8	8	3174
7	Bobines	8	8	8	8	8	8	8	8	3174
115	Laines	31	9	27	7	3	4	13	11	8338

NOMBRE	SORTES	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	Poids
4	Organsins	1	1	1	1	1	1	1	1	12
34	Trames	1	1	1	1	1	1	1	1	1188
3	Diverses	1	1	1	1	1	1	1	1	1500

Dernier numéro placé des soies et bobines depuis le 1^{er} du mois, 73.
Dernier numéro des laines, 373.
Dernier numéro des ballots pesés, 373.

Arenas, 7 février.

8	Organsins	585
2	Trames	209
16	Grèges	1418
8	Ballots pesés	795

34 Total..... 3037
Opérations de décreusage..... 3
Dernier numéro placé..... 144
Total du 1^{er} au 7 février..... 11992

SAINT-ETIENNE, 7 février 1872.

NOMBRE	SORTES	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	Poids
17	Organsins	4	1	1	1	1	1	1	1	21407 03
11	Trames	1	1	1	1	1	1	1	1	679 21
3	Grèges	1	1	1	1	1	1	1	1	2
3	Diverses	1	1	1	1	1	1	1	1	2
28	Bobines	3	1	1	1	1	1	1	1	2146 27

NOMBRE	SORTES	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	Poids
4	Organsins	1	1	1	1	1	1	1	1	87 92
3	Trames	1	1	1	1	1	1	1	1	111 58
3	Diverses	1	1	1	1	1	1	1	1	199 50

NOMBRE	SORTES	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	TRAMAY	Poids
4	Organsins	1	1	1	1	1	1	1	1	87 92
3	Trames	1	1	1	1	1	1	1	1	111 58
3	Diverses	1	1	1	1	1	1	1	1	199 50

4 Décreusages..... 4 Grèges
2 Ouvrés..... 9 Moulinés

AVIGNON, 7 février.

9	Organsins	651
2	Trames	257
6	Grèges	421
1	Ballots pesés	47

16 Total..... 1119
Opérations de décreusage..... 4
Dernier numéro placé..... 35
Total du 1^{er} au 7 février..... 2143

THÉÂTRES

Spectacles du 8 février 1872.

Grand-Théâtre. — Le Trône d'Ecosse, opéra-bouffe.
— Christiane, comédie.
On commencera à 6 heures 1/4.

Théâtre du Gymnase. — Au bénéfice de MM. Nesmes et Richard. — La Maison sans Enfants, comédie. — Le plus Heureux des Trois, comédie. — La Poularde des Eaux, opérette.
On commencera à 7 heures 1/2.

Les Faits mémorables de l'Histoire de France, seule histoire de France illustrée continuée jusqu'à nos jours 1871; forment un superbe volume, enrichi de 142 gravures de Victor Adam, David et Beaumont. — Grand in-8. Prix: broché, 12 fr.; relié, 16 fr. Henri Plon, éditeur, 10, rue Garancière, à Paris.

UNE FABRIQUE

d'objets de première nécessité

faisant 400 à 500 mille francs d'affaires, désire augmenter son commerce, et demande un commanditaire pour 50 à 60 mille francs. On donnerait un intérêt sur les affaires et au besoin un emploi dans la maison.
Bénéfice au dernier inventaire, 50 mille fr. 2404

ON OFFRE A UN ANGLAIS UNE

JOLIE CHAMBRE GARNIE

près de la place Bellecour, que l'on céderait à bon marché, si l'on peut en échange donner deux fois par semaine des leçons de langue anglaise.
S'adresser, par lettre, au bureau du journal aux initiales T. R. 2361

EMPRUNT D'AUTRICHE

1865

CONVERSION

Les titres nouveaux, afférents aux obligations déposées avant le 25 novembre dernier, peuvent être retirés tous les jours, de 10 à 2 heures, à

L'AGENCE DE LYON

du Comptoir d'Escompte de Paris,
23, rue Neuve. 2108

A VENDRE

UNE USINE

de PRODUITS CHIMIQUES en pleine activité, située à Lyon. S'adresser au bureau du journal. 2335

GRAINES DE VERS A SOIE

DU JAPON

Importation directe (8^e année)

CARTONS ANNUELS VERTS ET BLANCS, CHEZ

MM. A. BENOIT, J. MIROGLIO ET Cie

LYON ET MARSEILLE.

A LOUER DE SUITE

Divers Appartements, chemin du Grillon, n° 23. — Beau point de vue; jouissance du clos; salle de billard et jeux de boules. — S'y adresser.

COMPTOIR D'ESCOMPTE

DE PARIS

CAPITAL ET RÉSERVE : CENT MILLIONS

AGENCE DE LYON

Comptes de dépôts d'espèces. Ces dépôts sont exigibles à volonté, ou à échéances, suivant l'intention des déposants.

Opérations de banque. Escomptes et recouvrements sur la France et l'étranger. Acceptations sur garanties et domiciliations.

SERVICE DES TITRES

L'Agence, par suite de son installation toute spéciale, est en mesure de recevoir les titres en dépôt, dans les mêmes conditions que l'Administration Centrale.

Les intérêts et coupons sont encaissés gratuitement au crédit des déposants.

Coupons. Tous les coupons français et étrangers dont le montant est officiellement connu peuvent être remis à l'encaissement à l'Agence, qui en compte immédiatement le prix.

Ordres de bourse. L'Agence, moyennant une commission, donne tous ses soins à l'exécution des ordres qui lui sont confiés.

BUREAUX ET CAISSES

Hôtel du Comptoir : rue Neuve.

Vient de paraître : chez LASSERRE, éditeur, 21, rue Pasquier, et chez tous les libraires — Les Amours d'un Garde-Français, épisode de la révolution, par Eugène MONTE. 1 vol. in-18 Jésus à 3 fr.

Annonces légales, judiciaires et Avis divers

Etudes de Me VACHEZ, notaire à

Lyon, quai de Bondy, 17, et de Me Deville, avoué à Lyon, rue Constantine, 5.

Vente après décès

aux enchères et en bloc, d'un

fonds de

CAFETIER - RESTAURATEUR

situé à Lyon, quai de l'Archevêché,

9, avec l'achalandage, les ustensiles et la subrogation au bail dudit fonds, tant à l'exploitation

que pour le dépendant de la succession du sieur Jean-Baptiste Bruyère.

L'adjudication aura lieu le samedi dix-sept février mil huit cent soixante-douze, en l'étude de Me Vachez.

Le samedi dix-sept février mil huit cent soixante-douze, à midi, en l'étude et par le ministère de Me Vachez, notaire à Lyon, quai de Bondy, 17, il sera procédé à la vente en bloc et aux enchères publiques d'un fonds de café-restaurant, exploité à Lyon, quai de l'Archevêché, 9.

L'adjudication comprendra :

1^o Les ustensiles, agencements et généralement tout le matériel attaché audit fonds;2^o Les marchandises, objets de l'exploitation et dont échet la vente; la vente de la clientèle et l'achalandage;3^o La subrogation au bail des lieux.

La mise à prix sera fixée au moment de l'adjudication.

Cette vente a lieu en vertu d'une ordonnance rendue sur requête par monsieur le président du tribunal civil de Lyon, le premier février mil huit cent soixante-douze, enregistrée à la requête de :

1^o Sieur François Bruyère, tisseur, demeurant à Lyon, rue Thozozan, 49, en sa qualité de tuteur ad hoc des mineurs Claude et Marie Bruyère, nommé à cette fonction par délibération du conseil de famille, pris sous la présidence de monsieur le juge de paix du sixième canton de Lyon, le vingt

janvier mil huit cent soixante-douze;

2^o Dame Claudine Jaquet, veuve du sieur Jean-Baptiste Bruyère, tenant café-restaurant à Lyon, quai de l'Archevêché, 9, agissant tant en son nom personnel que comme tutrice naturelle et légale de Claude et Marie Bruyère, ses deux enfants mineurs;3^o Le sieur Henry Bruyère, sergent, demeurant à Lyon, quai de l'Archevêché, 9;

Lesquels font élection de domicile et constitution d'avoué en l'étude et par le ministère de Me Deville, exerçant en cette qualité près le tribunal civil de Lyon, demeurant en cette ville, rue Constantine, 5.

En présence de :

1^o Sieur Henry Bruyère, sergent, demeurant à Lyon, quai de l'Archevêché, 9, en sa qualité de subrogé-tuteur des mineurs Claude et Marie Bruyère, sus-nommés, nommé à cette fonction par délibération du conseil de famille, prise sous la présidence de monsieur le juge de paix du sixième canton de Lyon, le vingt-trois décembre mil huit cent soixante-douze;2^o Le sieur Claude Jaquet, tisseur (Rhône), en sa qualité de subrogé-tuteur des mineurs Claude et Marie Bruyère, ses deux enfants mineurs, prise sous la présidence de monsieur le juge de paix du sixième canton de Lyon, le vingt-trois décembre mil huit cent soixante-douze.

Pour extrait :

Signé : DEVILLE, avoué.

N.-B. S'adresser, pour les renseignements, chez Me Vachez, notaire, chargé de la vente, et chez Me Deville, avoué. 2407

Etude de Me MULLER, rue Saint-

Côme, 8, successeur de Me

MULLER.

Les créanciers de M. Vincent

Colomb, maître plâtrier, demeurant à Lyon, rue Bassin-de-Port-au-Bois, sont invités à remettre leur titre de créances dans le

délai de dix jours, à partir des présentes, à peine de forclusion, entre les mains de Me Muller, avoué, rue Saint-Côme, 8, nommé à cet effet, à l'effet de procéder à une distribution entre les créanciers du sieur Vincent. 2409

Etudes de Me MESTRAILLAT, notaire à Lyon, rue Saint-Pierre, 23, et de Me DEVILLE, avoué à Lyon, rue Constantine, 5.

Vente après décès

aux enchères et en bloc, d'un

fonds de

FONDS D'ÉPICERIE

situé à Lyon, rue de Jussieu, 5, avec marchandises, clientèle, agencements et subrogation au bail du local, servant à l'exploitation dudit fonds.

Le tout dépendant de la communauté de biens réduite aux acquêts, qui a existé entre Me Marie Cougout, et Me Antoine Vallois et de la succession de ce dernier.

L'adjudication aura lieu le samedi dix-sept février mil huit cent soixante-douze, à midi, en l'étude de Me Mestrallet, notaire à Lyon, rue Saint-Pierre, 23.

Cette vente est poursuivie à la requête de :

1^o Me Antoine Vallois, marchand de vins, demeurant à Lyon, quai de l'Archevêché, 19, agissant en qualité de tuteur naturel et légal de Marie-Antoinette-Rose Cougout, sa fille mineure;2^o Lequel fait élection de domicile et constitution d'avoué en l'étude et par le ministère de Me Deville, exerçant en cette qualité près le tribunal civil de Lyon, demeurant en cette ville, rue Constantine, 5.

En présence de :

1^o Me Antoine Vallois, marchand de vins, demeurant à Lyon, rue de Jussieu, 5, agissant tant en son nom personnel qu'en son nom de tuteur légal de M. Guillaume-Pierre Vallois, son fils mineur;2^o Dame Gabrielle Vallois, épouse assistée et autorisée du sieur François Cougout, tisseur, demeurant à Lyon, rue de Jussieu, 5.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet, d'opérateur du cahier des charges, à Me Deville, avoué, rue Constantine, 5.

Signé : DEVILLE.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet, d'opérateur du cahier des charges, à Me Deville, avoué, rue Constantine, 5.

Signé : DEVILLE.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet, d'opérateur du cahier des charges, à Me Deville, avoué, rue Constantine, 5.

Signé : DEVILLE.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet, d'opérateur du cahier des charges, à Me Deville, avoué, rue Constantine, 5.

Signé : DEVILLE.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet, d'opérateur du cahier des charges, à Me Deville, avoué, rue Constantine, 5.

Signé : DEVILLE.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet, d'opérateur du cahier des charges, à Me Deville, avoué, rue Constantine, 5.

Signé : DEVILLE.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet, d'opérateur du cahier des charges, à Me Deville, avoué, rue Constantine, 5.

Signé : DEVILLE.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet, d'opérateur du cahier des charges, à Me Deville, avoué, rue Constantine, 5.

Signé : DEVILLE.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet, d'opérateur du cahier des charges, à Me Deville, avoué, rue Constantine, 5.

Signé : DEVILLE.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet, d'opérateur du cahier des charges, à Me Deville, avoué, rue Constantine, 5.

Signé : DEVILLE.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet, d'opérateur du cahier des charges, à Me Deville, avoué, rue Constantine, 5.

Signé : DEVILLE.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet, d'opérateur du cahier des charges, à Me Deville, avoué, rue Constantine, 5.

Signé : DEVILLE.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet, d'opérateur du cahier des charges, à Me Deville, avoué, rue Constantine, 5.

Signé : DEVILLE.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet, d'opérateur du cahier des charges, à Me Deville, avoué, rue Constantine, 5.

Signé : DEVILLE.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet, d'opérateur du cahier des charges, à Me Deville, avoué, rue Constantine, 5.

Signé : DEVILLE.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet, d'opérateur du cahier des charges, à Me Deville, avoué, rue Constantine, 5.

Signé : DEVILLE.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet, d'opérateur du cahier des charges, à Me Deville, avoué, rue Constantine, 5.

Signé : DEVILLE.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet, d'opérateur du cahier des charges, à Me Deville, avoué, rue Constantine, 5.

Signé : DEVILLE.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet, d'opérateur du cahier des charges, à Me Deville, avoué, rue Constantine, 5.

Signé : DEVILLE.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet, d'opérateur du cahier des charges, à Me Deville, avoué, rue Constantine, 5.

Signé : DEVILLE.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet, d'opérateur du cahier des charges, à Me Deville, avoué, rue Constantine, 5.

Signé : DEVILLE.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet, d'opérateur du cahier des charges, à Me Deville, avoué, rue Constantine, 5.

Signé : DEVILLE.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet, d'opérateur du cahier des charges, à Me Deville, avoué, rue Constantine, 5.

Signé : DEVILLE.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet, d'opérateur du cahier des charges, à Me Deville, avoué, rue Constantine, 5.

Signé : DEVILLE.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet, d'opérateur du cahier des charges, à Me Deville, avoué, rue Constantine, 5.

Signé : DEVILLE.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet, d'opérateur du cahier des charges, à Me Deville, avoué, rue Constantine, 5.

Signé : DEVILLE.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Mestrallet